

Avis n° 04- 309
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 30 mars 2004
sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2004029 et 2004030
relatives à la création de tarifs pour les communications
vers les mobiles d'Outremer Télécom en Guyane

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu l'avis n° 03-1010 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 9 septembre 2003 sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003058 et n° 2003069, relatives au prix des appels fixes vers mobiles entre la France métropolitaine et les départements d'outremer pour les clients Résidentiels, Professionnels, Entreprises et Option Plus, n° 2003059, relatives à la baisse du prix des appels fixes vers mobiles Orange Caraïbes à l'intérieur des Caraïbes et des appels fixes vers mobiles SRR à l'intérieur de la Réunion et de Mayotte pour les clients Résidentiels, Professionnels, Entreprises et Option Plus, n° 2003080, relatives à la création de l'option tarifaire Avantage Mobiles Plus DOM 2 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom reçue le 4 mars 2004 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 10 mars 2004 ;

Après en avoir délibéré le 30 mars 2004,

1. Description de la décision tarifaire

La décision tarifaire n° 2004029 concerne les tarifs applicables aux clients « Résidentiels », titulaires d'un abonnement Principal, d'un abonnement Numéris Itoo ou d'un abonnement Ligne Surf.

La décision tarifaire n° 2004030 concerne les tarifs applicables aux clients « Professionnels » et « Entreprises », titulaires d'un abonnement au Contrat Professionnel, au Contrat Professionnel Présence ou au Contrat Professionnel Numéris.

Ces deux décisions tarifaires ont pour objet la création de tarifs pour les communications vers les mobiles de l'opérateur Outremer Télécom qui a annoncé sa volonté d'ouvrir son service en Guyane et qui, en conséquence, a fixé les tarifs de terminaison d'appels sur son réseau.

a) Sur les tarifs au départ de la métropole et des autres départements et territoires d'outremer, à l'exception de Mayotte

Depuis janvier 2004¹, France Télécom applique un tarif unique pour les communications au départ de la métropole et entre les DOM vers tous les opérateurs mobiles dans les DOM, bien que les tarifs des terminaisons d'appels des opérateurs mobiles dans les DOM soient différents les uns des autres. France Télécom propose d'étendre ces tarifs aux appels vers Outremer Télécom.

Le tableau suivant précise les tarifs concernés :

<i>en euro hors taxes</i>	Marché des résidentiels	Marché des professionnels et entreprises
Prix minimum par appel	0,451	0,420
Pour une durée de	60 secondes	60 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,451	0,420
Prix de la minute au tarif réduit	0,226	

France Télécom précise que « *en raison de la terminaison d'appel élevée demandée par Outremer Télécom, il n'est pas proposé de tarif « option Plus » pour les communications au départ de la métropole* ».

b) Sur les tarifs au départ de Mayotte

Le prix des communications au départ de Mayotte est calculé selon un système d'envoi d'impulsions. Par ailleurs, il n'existe pas de tarif spécifique pour les professionnels à Mayotte.

Les tarifs de base sont :

	Marché des résidentiels
Prix minimum par appel	4,8 impulsions
Pour une durée de	60 secondes
Cadences d'impulsions au-delà de la durée forfaitaire	
Prix de la minute au tarif normal	12,5 secondes
Prix de la minute au tarif réduit	25 secondes

Ces tarifs sont les mêmes que ceux des communications à destinations des autres opérateurs mobiles dans les DOM.

c) Sur les tarifs au départ de la Guyane

France Télécom définit des tarifs de base et des tarifs « Option Plus » spécifiques pour les appels vers Outremer Télécom, pour les résidentiels d'une part, et pour les professionnels et les entreprises, d'autre part.

¹ Voir avis 03-1010 en date du 9 septembre 2003

Les tarifs de base sont :

<i>en euro hors taxes</i>	Marché des résidentiels	Marché des professionnels et entreprises
Prix minimum par appel	0,360	0,360
Pour une durée de	50 secondes	40 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,390	0,330
Prix de la minute au tarif réduit	0,200	

Les modulations horaires sont les mêmes que celles déjà appliquées pour ce type de trafic, soit un tarif réduit qui débute du lundi au vendredi à 21h30, le samedi à 12h et le dimanche et les jours fériés à 8h jusqu'au au lendemain 8h.

Les tarifs de l'« Option Plus » sont :

<i>en euro hors taxes</i>	Marché des résidentiels	Marché des professionnels et entreprises
Prix minimum par appel	0,320	0,340
Pour une durée de	30 secondes	30 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,350	0,300
Prix de la minute au tarif réduit	0,170	

Les modulations horaires sont les mêmes que celles déjà appliquées pour ce genre de trafic, soit un tarif réduit du lundi au vendredi de 21h30 jusqu'au au lendemain 8h et le samedi, le dimanche et les jours fériés toute la journée.

d) Sur les options tarifaires

L'offre « Option Plus Mobilité » s'applique aux communications au départ de la Guyane et à destination d'Outremer Télécom.

L'offre « Avantage Mobile Plus DOM » s'applique aux communications au départ de la Guyane, des Antilles, de la Réunion et de Mayotte et à destination d'Outremer Télécom.

2. Analyse de l'Autorité

a) Sur la terminaison d'appels de l'opérateur Outremer Télécom

L'Autorité note que, d'après les profils de communications fournis par France Télécom, les tarifs moyens demandés par Outremer Télécom sont supérieurs aux meilleurs tarifs de terminaison d'appels en vigueur dans les DOM de 10 à 14 centimes hors taxes par minute en fonction du type de trafic considéré.

b) Sur les tarifs au départ de la métropole et des autres départements et territoires d'outremer, y compris Mayotte

Le tarif de France Télécom pour des appels vers les opérateurs mobiles situés hors de la Métropole étant unique, il est acceptable d'étendre cette disposition aux appels vers les clients d'Outremer Télécom dans un souci de lisibilité des tarifs pour les consommateurs.

L'Autorité note que dans l'état actuel de la réglementation France Télécom a obligation d'offrir un service de transit orienté vers les coûts pour les communications à destination de cet opérateur. Les différences de tarifs de terminaison d'appels des opérateurs mobiles sont telles que le chiffre d'affaires de France Télécom net des versements de terminaison d'appels, ou d'un opérateur utilisant les services d'interconnexion de France Télécom, est beaucoup plus faible pour les appels vers Outremer Télécom que vers les autres opérateurs mobiles.

Néanmoins, Outremer Télécom démarrant une activité nouvelle, il ne semble pas pertinent de retenir dans le cadre d'un test d'effet de ciseaux uniquement les appels vers ces mobiles. Pour la même raison, dans le cadre d'un test sur l'ensemble du trafic vers les opérateurs mobiles en Guyane, l'effet de ce nouveau trafic sur les coûts d'un opérateur entrant sera faible dans un premier temps. Les tarifs étant identiques, ce nouveau trafic ne générera pas de modification des recettes brutes. L'Autorité estime donc, au vu des conditions de marché particulières, que les tarifs proposés n'auront pas d'effet anticoncurrentiel significatif.

c) Sur les tarifs au départ de la Guyane

France Télécom proposant des tarifs spécifiques pour les appels à destination des clients d'Outremer Télécom, l'Autorité s'est attachée à vérifier que, dans les différents cas de figures, le chiffre d'affaires net, c'est-à-dire le chiffre d'affaires brut moins les versements de terminaison d'appels à l'opérateur mobile, était comparable à ceux des communications vers les autres opérateurs mobiles. Les variations constatées sont comprises entre -0,5 % et 3% du chiffre d'affaires brut. Dans ces conditions, les tarifs de France Télécom ne devraient pas avoir d'effet anticoncurrentiel significatif.

d) Sur les options tarifaires

Les options tarifaires étendues aux communications vers Outremer Télécom se présentent comme des remises sur le chiffre d'affaires brut. Ce chiffre d'affaires brut étant sensiblement plus élevé que celui des appels vers les autres opérateurs la remise est plus importante et compense en partie les écarts sur les recettes nettes signalées au paragraphe c).

3. Conclusion

Dans ces conditions, l'Autorité émet un avis favorable sur les décisions tarifaires n° 2004029 et 2004030 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 2004.

Le Président

Paul Champsaur